



**AVIS DE CONSULTATION POUR LA DEMANDE DE COTATION
N° 003 /DC/MINEFOP/CIPM/2026 DU 14 AOUT 2026 EN VUE DU
RECRUTEMENT D'UNE SOCIETE POUR L'ENTRETIEN ET LA PROPRETE DES LOCAUX
ABRITANT LES SERVICES CENTRAUX DU MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE SUR LES SITES DE NLONGKAK ET DE LA RUE CEPER.**

1.1 OBJET DE LA CONSULTATION

Dans le cadre de l'amélioration du cadre de travail des personnels de son département ministériel, Le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle lance une consultation en vue du recrutement d'une société pour l'entretien et la propreté des locaux abritant les services centraux sur les sites de NLONGKAK et de la RUE CEPER.

1.2 CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet de la présente consultation comprennent :

- Nettoyage des surfaces vitrées ;
- Dépoussiérage des meubles ;
- Décapage des surfaces carrelées à l'aide des décapants et de produits dégrassant ;
- Traitement et aspiration des salissures des moquettes et tapis à l'aide d'aspirateur ;
- Dératisation générale des locaux ;
- Nettoyage des plafonds des coins des murs et dégagements des toiles d'araignées ;
- Désherbage et nettoyage des alentours des bâtiments ;
- Désinfection des toilettes.
- Réparation des robinets et des mécanismes des W.C. ;
- Petit outillage et entretien des plomberies ;
- Etc.

Sur les sites de NLONGKAK et de la RUE CEPER abritant les services centraux du MINEFOP.

1.3 PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation à la présente consultation est ouverte aux Sociétés d'entretien de droit camerounais, jouissant d'une bonne expérience dans le domaine de l'entretien et propriété des sites et des édifices publics et répondant aux critères de qualification indiquées dans le présent Dossier de Demande de Cotation.

1.4 DUREE DU PROJET

La durée de réalisation des travaux d'entretien et de propreté des locaux des Services Centraux du MINEFOP est de douze (12) mois, du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2026.

1.5 FINANCEMENT

Les prestations, objet du présent avis de consultation, sont financées par le Budget de Fonctionnement du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, de l'exercice 2026, suivant l'imputation 60 35 362 1 250 00001 0980 361400.

1.6 MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est : en ligne

1.7 COÛT PRÉVISIONNEL

Le coût prévisionnel de ce projet tel que prévu par le Maître d'Ouvrage est vingt-neuf millions sept cent cinquante mille (29 750 000) de Francs CFA.

1.8 CONSULTATION DE LA DEMANDE DE COTATION

Le dossier peut être consulté sur la plateforme Cameroon online E-Procurement Système (COLEPS) aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publicscontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.arpmp.cm) dès publication du présent avis.

1.9 ACQUISITION DU DOSSIER DE DEMANDE DE CONSULTATION

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par la présentation d'une quittance de versement au Trésor public par le soumissionnaire, d'une somme non remboursable de **cinquante mille (50 000) francs CFA** représentant les frais d'achat du dossier de Demande de Cotation.

1.10 CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

1. Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission acquitté à la main, d'un montant de **deux cent quatre-vingt-dix-sept mille cinq cents (297 500) francs CFA, soit 1% du montant TTC** établi par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie habilité par le Ministre en charge des Finances du Cameroun, ce suivant les modalités de la Lettre-circulaire la Lettre-Circulaire n°000014/LC/MINMAP du 23 juillet 2025 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de déconsignation, de restitution et de réalisation des garanties dans les Marchés Publics. Ce cautionnement devra être accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignations (CDEC) et être valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des cotations. **Ce cautionnement devra être accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignations (CDEC) et être valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des cotations.**

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de la cotation.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. **Le cautionnement de soumission présentée par un soumissionnaire au cours du dépouillement des offres est irrecevable.**

1.11 REMISE DES COTATIONS

Chaque cotation rédigée en français ou en anglais devra faire l'objet d'une soumission en ligne au plus tard le 19 mai 2026 à 11 heures précises, heure locale, (www.marchespublics.cm). Dans les mêmes délais, une copie de sauvegarde dudit dossier sur support électronique (USB, CD etc.) sera déposée sous pli fermé, avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde » en plus de la mention ci-dessus, à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Bureau des Appels d'Offre sise à Nlongkak-Yaoundé.

NB : Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'cotation du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Cotation Administrative ;
- 15 Mo pour l'Cotation Technique ;

- 5 Mo pour l'Cotation Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

1.12 RECEVABILITE DES COTATIONS

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être placées dans des dossiers différents et séparés.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les dossiers parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les dossiers non-conformes au mode de soumission.

Toute cotation incomplète conformément aux prescriptions la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non- respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des dossiers est irrecevable.

1.13 DUREE DE VALIDITE DES COTATIONS

Les soumissionnaires restent engagés par leurs cotations pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des cotations.

1.14 OUVERTURE DES DOSSIERS

L'ouverture des dossiers sera effectuée en un temps le 11 MAI 2026 à 12 heures précises dans la salle de conférences du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sise l'Immeuble ministériel de Nlongkak par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de ce département ministériel, en présence des soumissionnaires désirant y prendre part ou de leurs représentants dûment mandatés.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des dossiers, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, la cotation sera rejetée.

Les cotations devront être chiffrées hors taxes sur la valeur ajoutée (HTVA) et toutes taxes comprises (TTC) et accompagnées du modèle de soumission signé.

1.15 CRITERES D'EVALUATION

Critères éliminatoires

2. Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission timbré à l'ouverture des plis, accompagné du récépissé de consignation délivré par la CDEC, et établi par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie habilité par le Ministre en charge des Finances du Cameroun, et suivant les modalités de la Lettre-Circulaire n°000014/LC/MINMAP du 23 juillet 2025 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de déconsignation, de restitution et de réalisation des garanties dans les Marchés Publics. Ce cautionnement devra être

accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignations (CDEC) et être valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des cotations ;

- ✓ Non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des dossiers, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission ;
- ✓ Absence de la liste des outillages et petit matériel de plomberie ;
- ✓ Absence de la liste du personnel assortie de leur qualification ;
- ✓ Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
- ✓ Absence de déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- ✓ Attestation de surface financière d'au moins 50% du cout prévisionnel de la prestation, délivrée par une banque agréée par le MINFI ;
- ✓ Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- ✓ Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

Critères essentiels

- ✓ Présentation de la cotation ;
- ✓ Références du soumissionnaire dans le domaine concerné ;
- ✓ Avoir effectué avec succès au moins deux prestations similaires au cours des trois dernières années. Pour être validée, chaque référence devra être justifiée par les éléments suivants : la copie de l'extrait du contrat comportant les 1^{ères} et dernières pages et le procès-verbal de réception des fournitures et/ou l'attestation de bonne fin délivrée par le Maître d'ouvrage ou ses services ;
- ✓ Qualification et expérience du personnel ;
- ✓ Preuve d'acceptation des conditions du Marché (TDR paraphés à chaque page et signés à la dernière page).

1.16 DUREE D'EXECUTION

La durée d'exécution des prestations est de **douze (12) mois** du 01^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026.

1.17 ATTRIBUTION DU MARCHE

Le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre Commande au Soumissionnaire ayant présenté une cotation remplissant les critères de qualification technique et financière requis et dont la cotation a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.

1.18 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Des renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus dans les locaux indiqués ci-dessus, auprès du Directeur des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Tel : 222 200 339 / 222 204 581 au Bureau des Appels d'Offre ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.com> et <http://www.publicscontracts.com>

1.19 FRAUDE ET CORRUPTION

Pour toute dénonciation de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le Ministère en charge des Marchés Publics ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 673 205 725/699 370 748.

1.20 ASSISTANCE TECHNIQUE

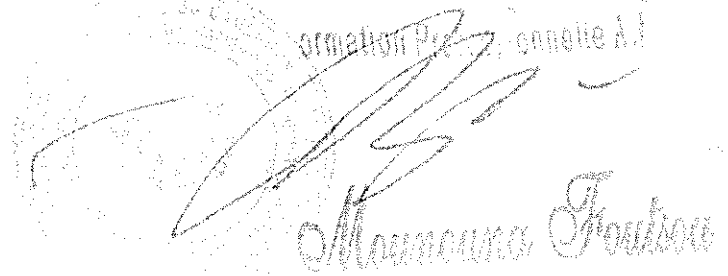
Pour obtenir une assistance technique en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email : dsi@minmap.cm.

Yaoundé, le 16 AVR 2026

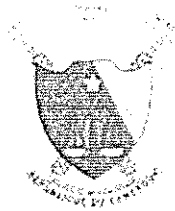
Ampliations :

- MINMAP (pour information) ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- Président CIFM (pour information) ;
- Service des Marchés (pour archivage) ;
- Affichage.

Ministère de l'Énergie et de la
Formation Professionnelle A.J.



Mounira Foudra



NOTICE OF CONSULTATION FOR THE REQUEST FOR QUOTATION
N° 013 DC/MINEFOP/CIPM/2026 OF 10 AVR 2026 FOR THE RECRUITMENT OF A
COMPANY FOR THE MAINTENANCE AND CLEANING OF THE PREMISES HOUSING THE
CENTRAL SERVICES OF THE MINISTRY OF EMPLOYMENT AND VOCATIONAL TRAINING AT
THE NLONGKAK AND CEPER STREET SITES.

1.1 OBJECT OF THE CONSULTATION

The Minister of Employment and Vocational Training issues a Notice of Consultation for the recruitment of a company for the maintenance and cleaning of the premises housing the central services at the NLONGKAK and CEPER STREET sites.

1.2 SCOPE OF SERVICES

The services, the subject of this Consultation, involve the recruitment of a company for the maintenance and cleanliness of the NLONGKAK and CEPER STREET buildings for the daily cleaning of surfaces and furniture, disinfection of premises, and weeding of the surroundings of these buildings to keep them in good condition and preserve the health of the central services staff.

The services to be performed are as follows:

- Cleaning of glass surfaces;
- Stripping of tiled surfaces using strippers;
- Treatment and vacuuming of dirt from carpets and rugs using a vacuum cleaner;
- General pest control of the premises;
- Cleaning of ceilings, corners of walls, and removal of cobwebs;
- Weeding and cleaning of the surroundings of the buildings on both sites;
- Disinfection of toilets;
- Repair of faucets and WC mechanisms;
- Small tools and plumbing maintenance;
- Etc.

1.3 PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this consultation is open to cleaning companies under Cameroonian law with a good experience in the maintenance and cleanliness of public sites and buildings.

1.4 PROJECT DURATION

The duration of the maintenance and cleaning work of the Central Services premises of MINEFOP is twelve (12) months, from January 1, 2026, to December 31, 2026.

1.5 FINANCING

The services, subject of this consultation notice, are financed by the Operating Budget of the Ministry of Employment and Vocational Training, FY 2026, under the budget line 60 35 362 1 25000001 0980 361400.

1.6 SUBMISSION METHOD

The submission method chosen for this consultation is: **online**.

1.7 PROJECTED COST

The expected cost of this project as outlined by the Project Owner is twenty-nine thousand million and seven hundred and fifty thousand (29,750,000) CFA francs.

1.8 CONSULTATION OF THE QUOTATION REQUEST

The file can be viewed on the Cameroon online E-Procurement System (COLEPS) at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publicscontracts.cm>, and on the ARMP website (www.armac.cm) upon publication of this notice.

1.9 ACQUISITION OF THE CONSULTATION REQUEST DOSSIER

It is possible to obtain the electronic version of the Request for Quotation (DC) file by free download on the COLEPS or PRIDESO platforms available at the above addresses for the electronic version. However, online submission is conditioned by the presentation of a payment receipt to the Public Treasury by the bidder, for a non-refundable amount of fifty thousand (50,000) CFA francs representing the cost of purchasing the Request for Quotation file.

1.10 SUBMISSION GUARANTEE

Each bidder must attach to their administrative documents a stamped submission guarantee paid by hand, in the amount of two hundred and ninety seven thousand and fifty hundred (297 500) CFA francs, issued by a first-class bank or a financial institution authorized by the Minister of Finance of Cameroon, according to the modalities of Circular Letter No. 000014/LC/MINMAP of July 23, 2025, relating to the constitution, deposit, custody, restitution, and deconsignment of guarantees in public procurement. This guarantee must be accompanied by the deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Fund (CDEC) and valid until thirty (30) days beyond the initial validity date of the quotations.

Failure to provide a submission guarantee issued by a first-class bank or a financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue guarantees in public procurement will result in the rejection of the quotation.

A submission guarantee that has no relation to the consultation in question is considered absent. The submission guarantee presented by a bidder during the opening session of the bids will be inadmissible

1.11 SUBMISSION OF QUOTATIONS

Each quotation, written in French or English, must be submitted online by 10 MAI 2026 at 11:00 AM local time (www.marchespublics.cm). In the same timeframe, a backup copy of the said file on electronic media (USB, CD, etc.) must be submitted in a sealed envelope with a clear and legible indication of "backup copy" in addition to the aforementioned indication, at the General Affairs Department of the Ministry of Employment and Vocational Training, Bids Office located at Nlongkak-Yaoundé.

NB: FILE SIZE AND FORMAT

For online submission, the maximum sizes of the documents to be submitted on the platform and forming part of the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;

- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

The candidate should use compression software to potentially reduce the file sizes for submission.

1.12 RECEIVABILITY OF OFFERS

Administrative documents, the technical quotation, and the financial quotation must be placed in separate and distinct folders.

The following will be deemed inadmissible by the Project Owner:

- Files submitted after the deadline for submission;
- Files that do not comply with the submission method.

Any incomplete quotation that does not conform to the requirements of the DC will be rejected. Specifically, the absence of a submission guarantee issued by an authorized institution or financial organization for issuing guarantees in public procurement or non-compliance with the prescribed forms in the DC will result in the rejection of the quotation without appeal. A submission guarantee produced but not related to the consultation in question will be considered absent. The submission guarantee presented by a bidder during the opening session of the bids will be inadmissible.

1.13 OFFER VALIDITY PERIOD

Bidders remain bound by their offers for a period of ninety (90) days from the deadline set for the submission of quotations.

1.14 OPENING OF FILES

The opening of files will take place on 19 MAY 2025 at 12:00 PM in the conference room of the Ministry of Employment and Vocational Training at the Nlongkak Ministerial Building, by the Internal Commission for Market Procurement at this ministry, in the presence of the bidders wishing to attend or their duly authorized representatives.

1.15 EVALUATION CRITERIA

Eliminatory criteria

- Absence, at the opening, of the stamped submission guarantee, accompanied by the deposit receipt issued by the CDEC, and established by a first-class bank or a financial institution authorized by the Minister of Finance of Cameroon.
- Non-production within 48 hours after the opening of files, of an administrative document that is considered non-compliant or absent, other than the submission guarantee.
- Absence of the list of tools and small plumbing equipment.
- Absence of the list of personnel with their qualifications.
- False declarations, fraudulent manoeuvres, or forged documents.
- Absence of a declaration on honour of non-abandonment of markets in the last three years.
- Financial capacity certificate of at least 50% of the estimated cost of the service, issued by a bank authorized by MINFI.
- Absence of a signed integrity charter.
- Absence of a signed commitment to respect environmental and social clauses.

Essential criteria

- Presentation of the quotation;
- References of the bidder in the relevant field;
- Having successfully completed at least two similar services in the last three years. Each reference must be justified by the following documents: a copy of the contract excerpt containing the first and last pages and the receipt report of the supplies or the certificate of completion issued by the Project Owner or its services;
- Qualification and experience of the personnel;
- Proof of acceptance of the Market Conditions (signed Terms of Reference at each page and on the last page).

1.16 EXECUTION PERIOD

The execution period for the services is twelve (12) months, from January 1, 2026, to December 31, 2026.

1.17 AWARDING OF CONTRACT

The Contracting Authority will award the Order Letter to the Bidder who has presented an offer meeting the required technical and financial qualifications and whose offer has been evaluated as the least expensive, including any discounts offered.

1.18 ADDITIONAL INFORMATION

Additional technical information can be obtained at the aforementioned location from the Director of General Affairs of the Ministry of Employment and Vocational Training, Tel: 222 200 339 / 222 204 581 at the Tender Office or online on the COLEPS PLATFORM at <http://www.marchespublics.com> and <http://www.publicscontracts.com>.

1.19 FRAUD AND CORRUPTION

For any reports of corruption or malpractices, please contact the Ministry responsible for Public Procurement or send an SMS to the following numbers: 673 205 725 / 699 370 748.

1.20 TECHNICAL SUPPORT


For technical assistance in case of any issues related to the use of the platform, please call the following numbers (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or email : dsi@minmap.cm.

16 AVR 2026

Yaoundé, _____

Copies:

- MINMAP (for information);
- ARMP (for publication et archiving);
- President of the CIPM (for information);
- Contracts Service (archiving);
- Notice board.


Ministre de l'Emploi et de
l'Information Professionnelle
Moumouna Njoku